



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34, avenue du Maréchal Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 29/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MINIER SAS

Naveil
BP 40086
41100 Vendôme

Références : 2024/ 571
Code AIOT : 0010005360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement MINIER SAS implanté Bondrée 41100 Naveil. L'inspection a été annoncée le 18/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINIER SAS
- Bondrée 41100 Naveil
- Code AIOT : 0010005360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Naveil lieu-dit "Bondrée" est une carrière de sable autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 01-3385 du 03/08/2021.

La production annuelle maximale autorisée est de 100 000 tonnes avec une moyenne de 31200 tonnes.

L'échéance de l'autorisation est le 24 mars 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.6.A.b	Demande d'action corrective	3 mois
5	Remblais	Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article R.541-43-1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Schéma d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.4.D 1er alinéa	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.7	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.4.D pour partie	Susceptible de suites	Sans objet
2	Modification des conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article II.1.E	/	Sans objet
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.7.A.a	/	Sans objet
8	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.5.A.d	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.4.D pour partie
Thème(s) : Autre, Extraction
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le carreau de la carrière aura pour cote moyenne 77 m NGF. La majeure partie de l'exploitation sera conduite à sec. La partie la plus septentrionale de la carrière pourra être exploitée en eau.</p> <p>L'extraction aura lieu à une profondeur maximale de 6 m par rapport au niveau naturel des terrains.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de la précédente inspection du 12/05/2022 :</u></p> <p>Sur le plan d'exploitation (mis à jour au 13/12/2021)1 seul un point altimétrique se trouve sous la cote de 77 m NGF (74,6 m NGF). L'ensemble des autres points se trouvent à une altimétrie supérieure à 77 m NGF (minimum 78,2 m NGF) sans qu'il soit cependant possible d'identifier si le point de niveau de trouve en pied de talus, au niveau du carreau, ou en partie supérieure du talus. Par comparaison entre le niveau du point le plus bas porté sur le plan d'exploitation du 13/12/2021 et les cotes du TN figurant sur ce même plan, il ressort que la profondeur maximale d'extraction par rapport au niveau des terrains naturels ne dépasse pas 6 mètres.</p> <p><u>Réponse du 27 juin 2022 :</u></p> <p>Dans sa réponse l'exploitant a indiqué : " La cote moyenne d'extraction sur le site est de 77 m NGF et ceci sur la totalité de la surface à extraire. La partie actuellement exploitée se situe en partie basse du gisement, comme schématisé sur la coupe à suivre. Il est donc normal que la cote de carreau actuelle se situe sous la cote moyenne de 77 m NGF. Le plan d'exploitation sera complété en fin d'année en ajoutant des cotes altimétriques en plusieurs points du carreau".</p> <p><u>Situation relevée le 20 juin 2024 :</u></p> <p>Sur le dernier plan d'exploitation (de l'année 2023) plusieurs cotes altimétriques du carreau de la carrière sont portées. Dans le secteur en extraction le point le plus bas se trouve à 75,8 m NGF. Par comparaison entre le niveau de ce point et les cotes du TN figurant sur ce même plan, il ressort que la profondeur maximale d'extraction par rapport au niveau des terrains naturels est très voisine de 6 mètres.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article II.1.E

Thème(s) : Autre, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du Préfet avec les éléments d'appréciation.
Constats : Par un courrier en date du 10 février 2024 (reçu en préfecture le 26/02/2024), la SAS MINIER a transmis un dossier de porter à connaissance visant d'une part, à obtenir une prorogation de 2 années supplémentaires de l'autorisation d'exploiter la carrière dont l'échéance est fixée au 24 mars 2024 pour finaliser la remise en état du site et, d'autre part, de disposer de la surface en réaménagement du site afin d'y stocker, de manière temporaire, des matériaux inertes qui serviront pour le réaménagement du secteur renouvelé par l'arrêté préfectoral du 26/05/2023. Dans son dossier la SAS MINIER a produit un nouveau calcul des garanties financières concluant à un montant des garanties s'élevant à 173 011,35 €. A noter que les surfaces maximales de S1, S2 et S3 prises en compte pour ce calcul correspondent aux surfaces S1, S2 et S3 figurant sur le plan d'exploitation de 2023, ce qui signifie que le montant cautionné est suffisant pour permettre la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant. Le 20 juin 2024, il a été présenté un acte de cautionnement valable du 01/03/2024 au 30/09/2026 portant sur un montant de 173 100 €. Indépendamment des suites qui seront réservées au dossier de porter à connaissance, la prescription examinée est respectée. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.7.A.a
Thème(s) : Autre, Schéma d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, - les bords de la fouille, - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, - les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - le positionnement des fronts, - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection s'il y a lieu.

<p>Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan susnommé [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection le plan d'exploitation de l'année 2023 a été examiné. Le plan comporte l'ensemble des points devant y figurer et un tableau mentionnant les valeurs réelles de S1, S2 et S3 servant au calcul des garanties financières. Avec ce plan est joint le rapport d'activité de l'année 2023. Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Accès au site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.6.A.b</p>
<p>Thème(s) : Autre, Clôture</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accès principal à la carrière se fait par un portail fermant à clef. Sur le portail est présent une affiche qui porte la mention suivante : " Merci de refermer le portail après chaque passage". La carrière est close sur sa périphérie, soit par un merlon ou une clôture (3 fils barbelés) ou les 2 dispositifs. Des panneaux portant la mention " chantier interdit au public" sont répartis sur la périphérie du site. Néanmoins, dans la partie Sud du site, le merlon périphérique qui débouche directement sur le front de l'excavation (ce qui n'est pas la configuration idéale pour prévenir le risque de chute), n'est doublé par une clôture que sur une moitié du secteur. Il conviendrait d'étendre la clôture sur l'ensemble du secteur Sud de la carrière ou d'éloigner le merlon du front.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat,</p>

l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article R.541-43-1
Thème(s) : Autre, Terres excavées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>II. [...] Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant reçoit sur son site des terres excavées en vue de la remise en état de la carrière. Le registre chronologique concernant l'admission des ces terres sur la carrière est renseigné à partir des bons de remblais qui sont établis depuis le site MINIER béton situé dans la zone industrielle de la Bouchardière à proximité de la carrière (point non contrôlé lors de l'inspection).</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il utilisait le logiciel CARSABE pour renseigner au fil de l'eau (par l'agent de bascule) les informations figurant sur les bons de remblais, ce logiciel permettant ensuite de téléverser les informations renseignées vers le RNDTS.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que lors du premier téléversement qu'il avait effectué vers le RNDTS le fichier téléversé avait été rejeté, a priori du fait de mauvaises saisies dans CARSABE liées à un manque de formation pour les agents en charge de cette saisie.</p> <p>Le RNDTS n'est donc pas renseigné dans les conditions définies par l'article susvisé. .</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Schéma d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.4.D 1er alinéa
Thème(s) : Autre, phasage d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément au schéma d'exploitation annexé au présent arrêté [...].</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Historique :</u></p> <p>Lors d'une visite en date du 18/09/2012 ce point avait fait l'objet d'une non-conformité (phasage non respecté). Dans sa réponse du 17/12/2012 l'exploitant a indiqué : " [...] Cette carrière n'avance pas à la cadence prévue dans l'arrêté préfectoral. Afin de réserver ces matériaux pour des usages nobles, nous ne souhaitons pas les vendre en remblais. C'est pourquoi nous avons prévu de traiter ces matériaux sur l'installation autorisée des "Dragues" dont la capacité de traitement est suffisante. Peu avant l'échéance de l'autorisation actuelle, si besoin est, nous déposerons une demande de renouvellement de l'autorisation".</p> <p>Le 19/12/2019 lors de l'inspection suivante il a été constaté que la non-conformité perdurait. Dans sa réponse du 7 mai 2020 l'exploitant a indiqué : "Un dossier de demande de renouvellement d'autorisation de carrière va être déposé. Il permettra de régulariser la situation vis à vis du plan de phasage et des différentes surfaces en dérangement".</p> <p>Le 22/02/2021 lors d'une inspection il a à nouveau été constaté que le plan de phasage n'était pas respecté. La lettre de suite adressée à l'exploitant par l'inspection des installations classées précisait qu'une proposition de mise en demeure portant sur le respect du phasage et des prescriptions associées était faite au préfet. Le 9 mars 2021 le préfet a transmis à l'exploitant un projet d'arrêté de mise en demeure.</p> <p>Dans sa réponse au préfet le 25 mars 2021 l'exploitant a indiqué : " Un dossier de demande de modification du phasage et de réactualisation des garanties financières avec des surfaces S1, S2 et S3 adaptées aux conditions réelles d'exploitation sera déposé dans les plus brefs délais".</p> <p>Le dossier évoqué par l'exploitant (porter à connaissance) a été déposé le 5 mai 2021. Il a conduit à abandonner la procédure de mise en demeure engagée.</p> <p>Concernant le phasage d'exploitation, le dossier du 5 mai 2021 précise : " L'AP du site arrive à échéance le 25/03/2024. la totalité du gisement de l'autorisation ne pourra être exploitée dans cet intervalle de temps. Seule la partie Est de l'autorisation actuelle pourra être extraite en totalité, la partie Ouest ainsi que le reliquat de la partie Est à remblayer seront renouvelés par un dossier de demande d'autorisation environnementale déposé avant le 25 mars 2022. Le plan de phasage sollicité est joint à suivre".</p> <p><u>Visite du 20/06/2024 :</u></p> <p>Le plan de phasage produit dans le dossier du 5 mai 2021 n'est pas respecté et le dossier qui a été déposé le 25/02/2022(AP d'autorisation n°41-2023-05-26-00002 du 26/05/2023) ne portait que sur la partie Ouest non exploitée (la partie Est qui restait à remblayer n'a pas été intégrée au dossier du fait de l'absence de maîtrise foncière sur la totalité des terrains concernés, d'après l'exploitant).</p> <p>Par le dépôt d'un dossier en préfecture le 26/02/2024 (soit moins d'un mois avant l'échéance de</p>

l'autorisation), l'exploitant a sollicité 2 ans supplémentaires pour finaliser la remise en état du site (secteur Est). Le dossier contient un nouveau plan de phasage et un nouveau calcul des garanties financières (Cf point de contrôle n°3 ci-avant). Le plan de phasage proposé ne semble pas très réaliste puisqu'il fait état de phases s'étalant sur une période de 3 ans alors que la demande porte sur une demande de prorogation de l'autorisation de 2 années.

Depuis 2012, malgré les réponses et propositions de l'exploitant, peu convaincantes, force est de constater que le phasage d'exploitation, que ce soit celui annexé à l'arrêté d'autorisation de 2001 ou celui proposé par l'exploitant après l'engagement d'une procédure de mis en demeure non menée à terme, n'a jamais été respecté et que par ailleurs l'autorisation est maintenant échue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.7

Thème(s) : Autre, Echéance de remise en état

Prescription contrôlée :

[...]

La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Constats :

La remise en état n'est pas réalisée alors que l'autorisation est échue depuis le 25/03/2024.

La suite réservée à ce point de contrôle est confondue avec celle du point de contrôle précédent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.5.A.d

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

[...] Deux piézomètres seront installés sur le site, un en amont et un en aval hydraulique de la carrière pour assurer une surveillance de la qualité de l'eau.

Les paramètres suivants seront vérifiés :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30°C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101)
- les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90-114).

- des analyses de contrôle des paramètres précités, seront réalisées par un laboratoire agréé tous les six mois. Les résultats seront transmis à l'inspection des Installations Classées. Ils seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation [...].

Constats :

Les piézomètres n'ont pas été inspectés, mais les 2 derniers rapports de mesures de la qualité des eaux souterraines ont été demandés à l'exploitant et examinés.

Ces rapports établis par la société EUROFINS portent sur des prélèvements réalisés par la société IRH les 16/10/2023 (rapport n° CENP230217-23-390-R0) et 15/03/2024 (rapport n° 240220-24-56-R0).

L'examen des 2 rapports met en avant que l'ensemble des paramètres prescrits ont été analysés sur les 2 piézomètres et que les valeurs limites de respect de la qualité des eaux souterraines sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite